

Le congrès du P.S.A. : un grand souci d'efficacité

A la veille du congrès de fusion, les ultime délibérations de notre Parti furent toutes entières tendues vers l'efficacité. La presse bourgeoise a mis l'accent sur les débats consacrés à la mise au point de l'appareil politique et administratif du futur Parti..

Dès la première séance, ouverte vendredi matin, alors que la salle des fêtes de la Mairie d'Alfortville bruissait des conversations des 400 délégués rassemblés, on comprit que ce deuxième et dernier congrès du P. S.A. ne le céderait en rien à celui de Montrouge. Isvi, rapporteur de la Commission de Contrôle, présenta rapidement le rapport financier, après que Bleuse, maire d'Alfortville, eut souhaité la bienvenue aux congressistes.

LE RAPPORT MORAL

Depreux ouvrit la discussion générale par la présentation du rapport moral. Il exposa le bilan de l'action du Parti. Le secrétaire général du P.S.A. pouvait très justement faire preuve d'optimisme.

« Qu'il s'agisse en effet de la santé morale ou physique du Parti, la situation, disait-il, est bien meilleure que ce que les plus optimistes pouvaient espérer après le congrès de Montrouge, au moment où il fallait regrouper non seulement les seuls socialistes, mais aussi tous les socialistes. La tâche n'était pas facile, au lendemain du jour où « la démission d'un certain nombre d'hommes qui se sont défaits de leurs responsabilités entre les mains d'un homme providentiel entraînaient une chute verticale de l'esprit public. »

Le mandat du congrès de Montrouge a donc été rempli.

La croissance a été permanente:

« Si j'affirme que nous sommes 20.000, je crois que je n'exagère pas, même si le Trésorier fait quelques réserves financières », affirme Depreux au congrès qui, par ses applaudissements, confirme cette hypothèse. Il note que dans tous les départements, le P.S.A. est maintenant présent. Les progrès enregistrés par les 90 fédérations métropolitaines sont certes inégaux. La Fédération de la Seine compte déjà 3.000 membres ; celle de la Seine-et-Oise 1.000, ainsi que celle du Gard. Neuf conseillers généraux de ce département appartiennent au P.S.A. Le Finistère et les Côtes-du-Nord sont très près de ces deux dernières fédérations. Des progrès importants ont été enregistrés également dans les Ardennes, l'Isère, la Haute-Savoie, la Marne. La satisfaction d'Edouard Depreux est particulièrement visible lorsqu'il fait état de l'existence de fédérations

P.S.A. dans le Nord, le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône, où la S.F.I.O., de plus en plus, apparaît comme une fédération de comités électoraux.

En ce qui concerne la composition de l'ensemble des militants du Parti, Edouard Depreux observe qu'à peine un tiers proviennent de l'ancienne S.F.I.O. Un afflux d'adhésions a suivi celles de P. Mendès-France et de ses amis ainsi que de nombreux inorganisés, des intellectuels, des universitaires en particulier. Les adhésions nouvelles sont souvent celles d'hommes de 20 à 30 ans et les jeunesses ont enregistré l'apport de garçons encore plus jeunes.

De nombreux ouvriers de la mine, en Meurthe-et-Moselle et dans le Gard notamment, ont rejoint nos rangs. Il en a été de même dans la Haute-Saône et dans le Pas-de-Calais.

Edouard Depreux évoque les conditions dans lesquelles les candidats du Parti ont affronté les consultations électorales, et il note en particulier le succès du docteur Brau, en Seine-et-Marne, et le résultat appréciable obtenu par le candidat du Parti en Ille-et-Vilaine.

Mais, observe E. Depreux: *« un échec sur des positions socialistes vaut mieux qu'un succès sur un compromis scandaleux. »*

E. Depreux examine ensuite les conditions dans lesquelles Mendès-France et ses amis ont adhéré au P. S.A. et il affirme que lorsqu'un homme comme lui prononce le terme socialiste, ce n'est pas à la légère: *« Je préfère, dit-il, quelqu'un qui se dit socialiste modéré et qui ne fait pas d'opportunisme et de démagogie, à d'autres qui cachent derrière la fidélité au vocabulaire et au dogmatisme révolutionnaire l'opportunisme de tous les jours. »*

LE PROBLÈME DE LA FUSION

Le débat sur ce problème important a été ouvert par Robert Verdier qui informa le congrès des résultats des travaux du comité d'entente sur la déclaration de principe. Ce texte devrait permettre la fusion, mais les instances responsables du Parti Unifié — ainsi que le recommande la motion adoptée par le congrès — devront en extraire la Charte de propagande. Il en ira de même pour le programme qui sera extrait de l'étude de base et soumis au premier congrès du P.S.U. après les délibérations des sections et des fédérations.

Oreste Rosenfeld assigne au Parti Socialiste Unifié une tâche qu'il estime essentielle: *« grouper tous les socialistes et communistes sincères, tous les travailleurs manuels et intellectuels en une seule et grande*

formation qui entraînerait toute la gauche au combat contre le système actuel et pour l'instauration d'une société fondée sur la justice sociale, la liberté et le bien-être de tous.

« Celui qui nie la nécessité de transformer la société capitaliste en société socialiste, celui qui croit à l'amélioration du système capitaliste par ses propres moyens, celui qui croit que pour l'instauration du mode socialiste de production, il faut recourir à la dictature et à la terreur, celui-là se serait fourvoyé dans notre Parti. »

Faye (Seine) est d'un avis très proche. Le Parti, pour défendre les intérêts politiques et sociaux des salariés doit être doté d'une doctrine révolutionnaire et d'une solide structure. Le socialisme, affirme André Philip, c'est le plan, l'organisation de la vie économique au service de tous, la négation de la propriété individuelle, l'appropriation des moyens de production par la société. Il ne lui paraît pas nécessaire que le Parti choisisse entre les multiples courants philosophiques de gauche qui doivent pouvoir cohabiter en son sein ; cette cohabitation n'est possible, selon Philip, que si un choix n'est pas imposé par les tenants d'une idéologie déterminée. Il appartenait à Daniel Mayer de soulever l'émotion des congressistes.

— « Notre nouveau Parti doit être ouvert à tous les salariés, tous les travailleurs, tous les exploités, à tous ceux qui veulent substituer la société collectiviste, socialiste ou communiste au régime capitaliste. Seuls les Carriéristes n'ont pas leur place parmi nous. C'est la seule tendance qui doit être exclue. »

Certains délégués, en ce qui concerne la tactique, et ce fut le cas d'André Hauriou (Haute-Garonne), se préoccupèrent de ne pas laisser penser que le P.S.U. puisse entraîner la gauche française vers un régime de démocratie populaire. Par contre d'autres estimèrent que le danger essentiel étant le fascisme que l'armée peut imposer, il convenait de ne prononcer aucune exclusive à gauche.

Rous (Seine) souhaite que le Parti consacre tous ses efforts à provoquer l'unité syndicale.

L'ALGERIE

L'action de l'armée, qui ne peut être séparée bien entendu des problèmes de l'Algérie, a constitué l'élément commun à l'ensemble des interventions. Tous les

orateurs ont souligné l'extrême difficulté de résoudre les problèmes de l'actualité politique, économique et sociale aussi longtemps que la paix ne sera pas rétablie. L'ouverture d'une négociation avec tous ceux qui se battent, quelles que soient leurs tendances,



demeure le seul moyen de mettre fin au conflit. Le délégué de la Fédération d'Alger, Luchaire, dans une intervention très attentivement écoutée par les congressistes, a analysé les composantes ethniques sociales, politiques et économiques des différentes communautés algériennes et déterminé leurs réactions en fonction de l'évolution de la politique gouvernementale. « Les Européens activistes affirment qu'ils vont recommencer, il n'est pas possible de savoir ce que fera l'armée, mais si les officiers activistes savent qu'en arrivant à Mar-

seille ils trouveront la grève générale et, sur la Loire les métallos de Saint-Nazaire, ils y regarderont à deux fois avant de déclencher la guerre civile. »

LES PROBLÈMES AGRICOLES

Dans une intervention très écoutée, Tanguy-Prigent devait développer une politique agricole rationnelle. Nous ne pouvons, faute de place, reproduire son exposé qui fera l'objet d'une étude approfondie dans l'un de nos prochains numéros.

Soulignons cependant que l'orateur s'est élevé contre la démagogie et ruineuse politique d'indexation des prix agricoles à quoi il a opposé le principe d'un prix minimum garanti, une organisation rationnelle des marchés seule capables de réaliser le *revenu minimum juste par exploitation*,

Tanguy-Prigent expose aussi la nécessité d'un Fonds national, puis européen avant d'être international, de péréquation et de stabilisation des produits agricoles et alimentaires.

Mais il appartient au Parti, conclut Tanguy-Prigent, *d'étudier à fond ces mesures qui redonneront au monde paysan le goût de sa fatigue et qui devraient le sauver des entreprises démagogiques et fascistes du corporatisme poujadiste.*

Après que Laval (Seine) eut exalté le travail de la jeunesse, Bécu, secrétaire général des Jeunesses et Pomorti, secrétaire général des Etudiants firent le bilan de l'action de leurs organisations respectives. Le

congrès apprécia en particulier l'action des étudiants socialistes autonomes lors des événements de février. Le rapport moral d'Edouard Depreux fut adopté sauf quelques abstentions.

LA LAÏCITE

Avant de se séparer en fin d'après-midi du samedi le congrès adopta plusieurs motions, les rapports sur l'action des Jeunesses, des Etudiants, il désigna la commission de contrôle et celle des conflits et, à la demande de Jean Binot, de la Seine-Maritime, salua « la décision du conseil supérieur de l'Education Na-

tionale qui a rejeté les décrets d'application de la loi d'aide à l'enseignement privé. Il se félicita que la pétition soumise au pays par le C.N.A.L. ait recueilli plus de 10 millions de signatures, démontrant ainsi que le démentèlement de la loi laïque a été décidé par un Parlement qui a cessé d'être l'expression de la volonté du pays. »

Les séances ont été successivement présidées par Bleuse, maire d'Alfortville, Berthet (Isère), Mazier (Côtes-du-Nord), Cohen-Hadria (Tunisie), Joublot (Seine).